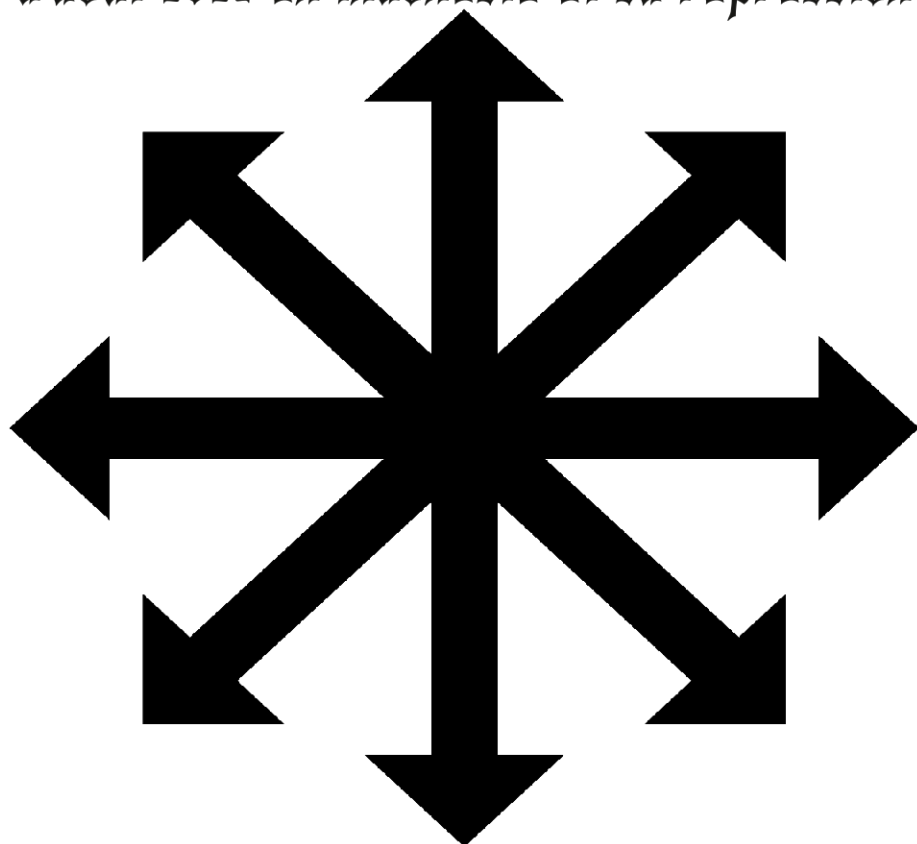


Chaos dans l'Archipel de Feu

Compilation de textes sur l'insurrection
d'août 2025 en indonésie et sa répression



Les textes sont trouvables en ligne sur les sites suivants :
darknights.noblogs.org
attaque.noblogs.org
dingueries.noblogs.org
nantes.indymedia.org

Cette brochure a été compilée en décembre 2025, la liste des prisonnières a été mise à jour courant début 2026 suite à une partie des procès.

D'autres textes sur l'anarchisme en Indonésie :
Recueil de textes sur l'anarchisme en indonésie (2024)
L'anarchisme en Indonésie (2024, Soleil Noir n°7)
The Parade of Rebellion against Indonesia : A
Conversation between Warzone Distro and Anarcho-
Nihilist Insurgents in so-called Indonesia (2025,
Warzone Distro) [traduit par Resistance 71]
Depuis les soulèvements indonésiens (2025, CrimethInc)

Sommaire

Première partie : Contexte sur l'insurrection

page 4

Archipel de Feu, et autres textes

Brève déclaration sur l'insurrection

Appel aux armes : Solidarité Insurrectionnelle

Appel internationale à la solidarité avec les
personnes arrêtées, disparues et tuées

Seconde partie : Des nouvelles de la répression, et des différentes affaires, de septembre à décembre 2025

page 16

Troisième partie : Communiqués de prisonnières anarchistes depuis les prisons

page 38

Quatrième partie : Adresse postale des prisonnières anarchistes en prison

page 42

Archipel de feu : Soulèvement en Indonésie (29/08)

Des nouvelles d'Indonésie. Le 25 août et ça continue...

Un soulèvement de la jeunesse en colère, déclenché par la hausse des impôts pour le grand public et par la répression militaire. Il n'y a pas d'organisation, à la tête de l'insurrection il y a de jeunes anarchistes, nihilistes et incontrôlables. Beaucoup de jeunes anarchistes des associations d'élèves des écoles secondaires ont été arrêtés. Les lycéennes sont l'énergie. Selon des rapports, environ 400 d'entre eux/elles ont été arrêtés le 25 août. La plupart de l'action est coordonnée en direct sur les réseaux sociaux. Normalement, des partis libéraux ou d'opposition contrôlent le récit, mais pas cette fois-ci. Même les médias grand public reconnaissent que les réseaux sociaux sont la source des informations. Les politiciens ne peuvent plus contrôler le récit. C'est une tradition depuis des décennies : normalement les organisations étudiantes sont les coordinatrices de ce type de manifestations, mais, chaque année, ces médiateurs sont dénoncés. Par les étudiantes elles/eux-mêmes. C'est pourquoi les ONG, les syndicats, les « anarchistes sociaux » et les associations étudiantes de gauche et de droite détestent la faction anti-organisationnelle.

Qu'ils aillent tous se faire foutre. Nous incitons les jeunes à agir par eux/elles-mêmes. Les individus ne sont plus effrayés par le devoir idéologique, les normes et toutes ces valeurs externes...

La nuit dernière, le 28 août, la police a tué une personne [Affan Kurniawan, 21 ans, conducteur de taxi-moto, renversé par un véhicule blindé de la police, à Jakarta ; NdAtt.]. Des émeutes à l'échelle nationale contre la hausse des impôts. Dans plusieurs villes, les émeutes étaient spontanées et auto-organisées. L'image publique de la police continue de se dégrader, alors que la population soutient les émeutiers. Des cellules ont coordonné d'autres actions et la plupart des annonces nihilistes/insurrectionnelles dominent le récit. Des comptes anonymes, avec des milliers d'abonnés, sur le réseau social Instagram appelant à une insurrection anti-politique. Chaque jour, ils font de bons appels et donnent des explications.

Les médiateurs syndicaux ont annoncé qu'ils seraient dans la rue et qu'« il n'y aurait pas d'émeutes », mais les jeunes et les émeutiers se sont immédiatement moqués d'eux sur les réseaux sociaux. Nous rendons hommage aux jeunes. Nous ne pouvons que les inciter à être encore plus incontrôlables. La nuit, Internet est devenu de la merde. Alors que les « anarchiste sociaux » appellent à un conseil du peuple, nous appelons à foutre tout en l'air. Nous fournissons seulement une coordination en réseau et des informations techniques sur l'action dans la rue. Nous n'organisons jamais réellement les gens.

Vendredi 29 août. Fondamentalement, les anarchistes contrôlent le récit. Les gens répondent à l'appel national à attaquer les postes de police et la police elle-même. Ils attaquent le gouvernement et les médias de masse ont perdu le contrôle de l'information et des nouvelles.

Depuis le meurtre policier de hier soir, notre réseau continue d'appeler à la vengeance et la situation devient

encore plus chaude. Les cellules sont dans la rue.

Vous pouvez voir le soulèvement sur divers canaux d'information, mais les bonnes vidéos sont seulement sur les réseaux sociaux.

De l'Archipel de feu.

Jakarta en état de siège

25 août 2025. Jakarta n'appartient plus aux élites pourries. Des milliers de personnes, venues de tous les coins du pays, envahissent la capitale. Ce n'est pas seulement une manifestation – c'est une explosion collective de rage contre la hausse des taxes foncières, la corruption sans fin et les chiens de garde militaires-policiers de l'État.

De l'aube à minuit, les rues se transforment en champ de bataille de la désobéissance. Les cris, le feu et les pierres deviennent le langage de la fureur du peuple.

Ceci n'est pas un spectacle de marionnettes des élites – c'est de la colère brute, indomptée, sans chef et impossible à contrôler.

Brève déclaration sur l'insurrection en Indonésie et la repression qui a suivi (8/12)

De août à début septembre 2025, l'Indonésie a été frappée par des manifestations et des émeutes déclenchées par la colère de la population contre les politiques gouvernementales, qui étaient considérées comme préjudiciables au peuple. Les principaux déclencheurs de ces manifestations ont été des augmentations drastiques du coût de la vie, y compris les prix des aliments et des frais de scolarité, ainsi que des licenciements massifs, qui ont touché de nombreux travailleuses. De plus, les augmentations des taxes foncières et immobilières, imposées par les gouvernements locaux à cause des coupes budgétaires du gouvernement central, ont encore aggravé la situation. La frustration de la population a atteint son paroxysme quand il y a eu des propositions d'augmenter les indemnités et les salaires des membres de la Chambre des représentants (DPR), chose qui semblait ignorer les souffrances du peuple.

Au début, la colère de la population s'est exprimée seulement sur les réseaux sociaux, avec des appels à dissoudre la Chambre des représentants. Cependant, la réponse de quelques membres de la Chambre des représentants, en particulier d'Ahmad Sahroni, qui a appelé les critiques « les personnes les plus bêtes du monde », n'a fait qu'aggraver la situation. Le 25 août, la colère a éclaté, sous la forme d'une manifestation massive devant la Chambre des représentants, qui s'est terminée dans le chaos, avec des affrontements entre manifestant.es et police.

À cette première manifestation ont participé des éléments différents de la société, comme des chauffeurs de moto-taxi à commander en ligne, des étudiant.es d'écoles professionnelles et des membres de la population générale, qui ne sont affiliés à aucune organisation en particulier. Bien que les affiches qu'ils/elles ont fait aient été ridiculisées par certain.es activistes pro-démocratie, car mal conçues et donc susceptibles d'avoir été « faites par des agents du renseignement », les manifestations ont continué. Leurs demandes se concentraient sur l'élimination des indemnités pour les membres de la Chambre des représentants, considérées comme trop élevées, l'adoption du projet de Loi sur la saisie des biens et le rejet d'un certain nombre d'autres projets de loi controversés.

Les 26 et 27 août, les manifestations ont continué, malgré une baisse du nombre de participant.es. De nombreux étudiant.es ont commencé à organiser des débats publics, montrant que la question de la Chambre des représentants attirait l'attention de la population. Cependant, des émeutes ont de nouveau éclaté le 28 août, quand des manifestations de travailleur.euses, dans plusieurs grandes villes, ont réclamé une augmentation du salaire minimum, l'abolition du système de sous-traitance et des changements dans le Code du travail. À Jakarta, des manifestations de travailleureuses devant le bâtiment de la Chambre des représentants et le Palais d'État sont finies en émeutes, qui se sont intensifiées après la mort d'un chauffeur de moto-taxi à commander en ligne, nommé Affan Kurniawan, percuté par un véhicule blindé de la police à Pejompongan, dans le centre de Jakarta. Cet incident a été filmé et la vidéo est devenue virale, suscitant encore plus d'indignation.

Depuis le matin du 29 août, des conducteurs de moto-taxi se sont rassemblés au quartier général de la brigade mobile de Kwitang, réclamant justice pour la mort d’Affan et tenant la police pour responsable des violences commises contre les manifestantes. La foule s’est agrandie, y compris grâce à des étudiant·es, et la manifestation s’est déplacée vers les postes de police et les bâtiments gouvernementaux. Malgré des négociations, la foule était insatisfaite de leurs résultats et des émeutes ont éclaté à nouveau, provoquant l’arrêt des transports publics et la fermeture de plusieurs stations.

Les émeutes se sont propagées à plusieurs grandes villes en dehors de Jakarta. Il y avait 34 autres points chauds, en dehors de Jakarta, où des installations publiques, des postes de police et des bâtiments des conseils locaux ont été incendiés par la foule. Le 30 et 31 août, les tensions se sont intensifiées, après qu’il a été révélé que plusieurs membres de la Chambre des représentants, dont Ahmad Sahroni, étaient à l’étranger. Cette nouvelle a encore attisé la colère populaire, ce qui a conduit à l’assaut des maisons de Sahroni et de plusieurs autres membres de la Chambre des représentants, ainsi que de responsables gouvernementaux tels que la ministre des Finances, Sri Mulyani. Leurs maisons ont été pillées par une foule qui ne pouvait plus contenir sa colère.

Cette nuit-là, le courant a été coupé autour du quartier général de la brigade mobile et les forces de police déployées pour contrôler les émeutes ont utilisé du gaz lacrymogène et des tirs d’armes à feu pour disperser la foule. Les forces armées et la police ont procédé à des rafles dans différents secteurs, pour réprimer les émeutiers. Cette répression a continué les jours suivants,

provoquant une montée de la tension dans toute l'Indonésie. Le gouvernement indonésien a qualifié les manifestants avec des accusations allant du terrorisme à la trahison. Au lieu de répondre aux demandes exprimées lors des manifestations, le gouvernement indonésien a réagi par une répression continue et un recul de la démocratie.

Ce soulèvement populaire a été essentiellement mené par des gens ordinaires, en particulier des lycéennes, des chômeuses et la communauté des conducteurs de moto-taxis à commander en ligne – des forces qui avaient été sous-estimées et considérées comme « non conscientes politiquement » par les activistes de la classe moyenne et par la plupart des gauchistes. Ces rebelles ne sont pas des gens qui agissent sur la base de leur lecture de livres marxistes ou anarchistes. Elles/ils sont dans les rues parce que les informations qui circulent sur les médias sociaux ont provoqué leur colère ; une colère qui est ensuite modérée par la classe moyenne, qui crie : « ne détruisez pas les installations publiques », « ne vous comportez pas en anarchistes », « ne cédez pas aux provocations » et au final, le 1er septembre, a fait une série interminable de requêtes, appelées « 17+8 », juste pour éteindre le feu et la colère (à aujourd'hui, les requêtes « 17+8 » n'ont pas été satisfaites). Il est vrai que la foule manque encore d'intelligence pratique. Mais, bien sûr, ce n'est pas de sa faute. Puisque ce sont les personnes qui ont toujours été sacrifiées par l'État et aussi par les élites de l'opposition, qui prétendent être des « révolutionnaires » – ils/elles ont grandi avec la conviction que la colère doit trouver un débouché.

Puis, quand les feux ont cessé de brûler partout, quand les

dirigeants et les élites politiques se sont excusés en public, personne ne pouvait dire avec certitude comment tout cela avait commencé. Il y a eu beaucoup de regroupements, de discussions, de réseautage inter-idéologique, de campagnes politiques, etc., mais ce qui s'est passé en août 2025 a été un festival d'insurrection que personne n'aurait pu prévoir. Même quand les manifestations ont commencé, jusqu'à la mort d'Affan Kurniawan, qui a marqué le point culminant de la colère populaire, ces manifestations étaient encore considérées comme des « manifestations organisées » au profit de ceux qui sont au pouvoir, une idée qui, ironiquement, a été massivement portée par la plupart des activistes pro-démocratie issues de la classe moyenne, ainsi que par leurs partisanes.

Maintenant, après les émeutes, la police a arrêté de nombreuses personnes, y compris des anarchistes égoïstes/nihilistes, mais la plupart d'entre eux/elles sont victimes d'arrestations injustifiées et n'ont même pas participé aux manifestations. Elles/ils sont accusés d'être les cerveaux, les provocateur-trices, les acteurs intellectuels et sont étiquetés comme les « groupes des étoiles du chaos ». Pendant ce temps, les membres du DPR tels qu'Ahmad Sahroni, qui ont suscité l'indignation populaire, restent en fonction et n'ont pas été destitués. Le DPR a récemment adopté une révision du Code de procédure pénale qui permet aux policiers d'arrêter des personnes sans preuves et de mettre secrètement des personnes sous écoute, les enregistrer et trafiquer leurs appareils numériques.

Palang Hitam / ABC Indonesia

Appel aux armes : Solidarité insurrectionnelle avec l'Indonésie (03/09/25)

Depuis le 25 août, les flammes de la rébellion ont roussi les forces oppressives en Indonésie, en allumant un soulèvement farouche contre un régime qui prospère sur la violence et la soumission. Il ne s'agit pas d'un moment éphémère ; c'est un battement de cœur palpitant de résistance de la part de ceux/celles à qui on a longtemps niés leurs droits. La perte de dix vies, dans cette lutte, ne fait qu'approfondir notre détermination à affronter l'État et ses sbires.

Alors que le gouvernement déchaîne sa brutalité militaire, kidnappe des militantes et s'engage dans une sinistre guerre cybernétique, nous nous rappelons que « l'insurrection est l'arme la plus logique des masses ». Il est temps d'agir – notre fureur doit s'unir pour former une force, au-delà des frontières !

Compas à travers le globe, levez-vous ! Attaquez les intérêts indonésiens, partout où ils se trouvent. Perturbez la machine de l'oppression, avec tout acte de défi. Rejoignez le combat, amplifiez les voix des opprimés et montrez-le clairement : notre résistance ne connaît aucune limite. Ensemble, nous pouvons démanteler la civilisation techno-industrielle !

**Federasi Informal Anarkis / Fédération Anarchiste
Informelle [Indonésie]**

ABC Indonésie : Appel international à la solidarité avec les personnes arrêtées, disparues et tuées pendant le soulèvement en cours (03/09)

Palang Hitam / Anarchist Black Cross Indonésie demande, s'il est possible, d'organiser des manifestations/ des action de solidarité devant les ambassades indonésiennes à l'étranger. Nous demandons l'aide de nos compas des différents pays.

Le soulèvement de masse en Indonésie fait face à une sévère répression. Des dizaines de personnes sont confirmées disparues, au moins six personnes ont été tuées. Beaucoup sont blessées. Des milliers de personnes ont été arrêtées. La police a attaqué les universités. La police et l'armée mettent en place des checkpoints partout. De nombreuses personnes sont arrêtées pour avoir diffusé des vidéos en direct et publié des blogs de contre-information, les réseaux sociaux sont surveillés et des compas arrêtés. Les ONG, les syndicats libéraux/de gauche et les délégués des syndicats des étudiant.es aident la répression.

La solidarité est notre arme

Palang Hitam / Anarchist Black Cross Indonésie

Des entreprises européennes et internationales à prendre pour cible (19/11)

Plusieurs compagnies multinationales opèrent et investissent en Indonésie, par exemple Shell, BP, Unilever, Rolls Royce et GlaxoSmithKline, qui y sont très présentes. Au Royaume-Uni, la banque Standard Chartered a des investissements en Indonésie, tout comme [la compagnie d'assurance ; NdAtt.] Prudential Plc. D'autres entreprises basées au Royaume-Uni qui y opèrent sont Arup, Mott MacDonald et PwC.

La plus grande banque multinationale qui opère en Indonésie est HSBC, qui est une cible appropriée pour une action coordonnée, car elle possède des succursales et des bureaux à travers le monde. Nous proposons que, s'ils trouvent cela approprié, des individus de chaque territoire et région cherchent quelles entreprises opèrent en Indonésie, diffusent et fassent circuler ces informations et prennent des mesures directes en solidarité avec les prisonnières du soulèvement de masse anti-autoritaire.

Contre la torture – pour la guerre sociale.

Note d'Attaque : une recherche rapide sur Wikipedia permet par exemple de lire que « [p]lusieurs entreprises françaises sont présentes [en Indonésie], comme Danone, L'Oréal, Airbus, Thalès, Accor Hotel ou encore Gameloft [qui appartient au groupe Vivendi, qui appartient en bonne partie à... ; NdAtt.]. »

L'Indonésie est le deuxième client de la France en matière d'armement en Asie du Sud-Est (après l'Inde), qui représente 15% des importations d'armement du pays, derrière les États-Unis (33%).

L'Agence Française de Développement possède une antenne à Jakarta. »

L'ambassade d'Indonésie à Paris est au 47-49, rue Cortambert, dans le XVIème ardt. La résidence officielle de l'ambassadeur est au 154, boulevard Bineau, à Neuilly sur Seine.

Il y a aussi un consulat général d'Indonésie à Marseille (25, boulevard Carmagnole, VIIIème ardt.).

Des nouvelles du soulèvement (11/09)

10 septembre. Java : Un.e compa arrêté.e et accusé.e d'administrer un site de contre-information anarchiste

Il y a quelques jours, un.e compa de Java a été arrêté.e et accusé.e d'administrer Blackbloczone, un site web anarchiste axé sur l'Indonésie. Le/la compa est toujours détenu.e. Les ordures des médias ont eu recours à leurs vieux tours de passe-passe pour salir les noms de nos compas. Feu aux prisons ! Liberté pour le compa !

Indonésie : Les descentes répressives se poursuivent dans tout l'archipel

Des descentes policières d'ampleur à Java, Jakarta, Bandung et Makassar. Il y a encore des affrontements et des conflits qui ont lieu à travers l'archipel. Les ordures des médias exhibent les otages à la télévision, dans le but de reprendre en main le récit, mais cela ne fait qu'attiser la haine et la rébellion de la population.

14 septembre 2025 - Des nouvelles de la répression

En quelques mots : au niveau national il y a 5 444 personnes arrêtées pour le soulèvement. 583 font l'objet d'enquêtes supplémentaires. C'est le rapport récent de l'institution d'aide juridique LBH Bandung. Le 3 septembre, la même organisation juridique gauchiste

avait publié des informations selon lesquelles 3 337 personnes avaient été arrêtées, on peut donc voire que la répression s'intensifie. Des centaines d'anarchistes auraient été arrêté.es.

L'unité antiterroriste indonésienne « Densus 88 » est essentiellement un escadron de la mort et elle a été activée par le gouvernement. Densus 88 fait maintenant la chasse aux milieux anarchistes insurrectionalistes, nihilistes et égoïstes et ils se concentrent sur les personnes arrêtées. Ils vont essayer d'inculper pour terrorisme les compas déjà arrêtés et ceux/celles recherchés, quelque chose qui sera difficile à prouver au tribunal, mais la répression pourrait être sanglante et nous demandons une attention internationale et de la solidarité révolutionnaire. L'unité anti-terroriste fait officiellement la chasse aux mêmes cercles à Makassar. C'est la manière par laquelle l'État indonésien essaye de créer un climat de paranoïa, ce qui ne lui réussit pas vraiment.

Appel à la solidarité avec la grève de la faim de 16 prisonnières politiques à Jakarta (18/09)

Seize prisonnières détenues au commissariat de la police métropolitaine de Jakarta (Polda Metro Jaya) en lien avec la révolte du 25 août au 3 septembre 2025 ont commencé une grève de la faim le mardi 16 septembre 2025.

La grève a été lancée par Syahdan Husein, administrateur du compte instagram Gejayan Memanggil, qui est en grève de la faim depuis le 11 septembre dans le centre de détention de la police métropolitaine de Jakarta. C'est

une forme de protestation contre les arrestations de toutes les prisonnières. Il a annoncé qu'il ferait grève de la faim jusqu'à ce que toutes les prisonnières politiques soient libérées.

Nous [les 16 prisonnières signant la lettre] commençons une grève de la faim à partir du 16 septembre 2025. Nous sommes toutes au commissariat de la police métropolitaine de Jakarta.

Nous voulons notre liberté ! Nous nous battons pour la démocratie !

En réponse à cette grève de la faim, nous appelons au soutien et à la solidarité de tout le mouvement anti-autoritaire pour participer à la campagne pour la liberté des 16 prisonnières politiques à Jakarta, 42 à Bandung, ainsi qu'à Samarinda, Pontianak, Makassar et d'autres villes suites aux manifestations « disband DPR » entre le 25 août et le 3 septembre. Il y a des centaines d'autres prisonnières dans des villes qui ont reçu moins d'attention. Soutenez-les !

Personne n'est libre tant que toutes ne sont pas libres !

Serikat Tahana

Indonésie, le 18 septembre – par XIII-XIV

Après les manifestations de masse qui ont eu lieu fin août et début septembre, une vague d'arrestations massives a suivi, avec des milliers de personnes détenues dans

différentes villes d'Indonésie – soit des arrestations à la suite de manifestations, soit des rafles parmi les personnes arrêtées auparavant. Même maintenant, plusieurs groupes anti-autoritaires en Indonésie vivent une paranoïa généralisée, ce qui est compréhensible pour certaines personnes, à cause des opérations numériques de l'État, visant à cartographier les cellules anti-autoritaires, formelles et informelles. Plusieurs noms, collectifs et individuels, ont déjà été recueillis, ce qui ne fait qu'en rajouter au climat paranoïaque qui continue de persister. Certain.es parlent d'« entrer dans la clandestinité », ou même de méthodes de sécurité individuelles, pour continuer plus tard les efforts de solidarité avec les compas qui ont été désigné.es comme suspect.es. L'État a désigné les anarchistes comme les cerveaux de toutes les actions de masse qui ont eu lieu dans différentes villes. Par exemple, à Bandung, les autorités ont désigné 42 manifestant.es comme suspects et à Jakarta 16 personnes ont été désignées comme suspectes. Cela ne tient même pas compte des autres villes, qui n'ont pas encore été vérifiées. Tou-t.es ceux/celles qui sont détenues font face à des obstacles pour accéder à une assistance juridique et la torture ne leur est pas épargnée, lors des interrogatoires et des inspections.

Dans une conférence de presse tenue par les autorités, il y a quelque temps, ils ont déclaré qu'il y a un lien entre les anarchistes en Indonésie et des réseaux anarchistes internationaux. Ils ont aussi soulevé des inquiétudes concernant le flux d'argent provenant de portefeuilles numériques, considéré comme de l'argent à utiliser pour le chaos, en parlant même de sommes allant jusqu'à des dizaines, voire des centaines de millions de roupies [un million de roupies indonésiennes correspond à environs

cinquante euros, au change du 26 septembre, mais il faut tenir compte du fait que le salaire moyen en Indonésie est peu plus qu'une centaine d'euros par mois ; NdAtt.] – un montant qui semble tout à fait déraisonnable. Ils ont utilisé différents livres, fanzines et brochures comme preuves des actions anarchistes. Tout cela a été criminalisé sous une forme nouvelle, pour l'Indonésie, de terrorisme. Cependant, si on suit la logique, l'État est clairement le véritable terroriste pour les personnes opprimées d'Indonésie, à travers les accaparements de terres, les bas salaires, l'inégalité dans l'éducation, la répression des médias, les meurtres de militant.es, etc. Ces efforts de criminalisation sont aussi des actions pour désigner comme bouc émissaire les méthodes alternatives pour vivre en dehors de l'emprise de l'État et de son appareil.

Aujourd'hui, en Indonésie, nous sommes entré.es dans une nouvelle phase – après les fantasmes du communisme et la « méthode Jakarta » – dans la chasse aux anarchistes, voire de tout mouvement considéré comme perturbateur de la stabilité et des intérêts de l'État. Tout le monde est susceptible d'être criminalisé par l'État. Par conséquent, à tou·tes celles/ceux qui lisent ces lignes : continuez à manifester votre solidarité envers les prisonnières politiques d'août-septembre, pour qu'ils/elles sachent qu'elles/ils ne sont pas seuls. Vive la résistance, vive l'anarchie !

Des informations importantes d'Indonésie pour les compas à l'international

Après un certain temps, suite aux manifestations à grande échelle dans différentes parties de l'archipel, le manque d'informations de la part de nos compas qui ont été arrêtés pour leurs actions a été un défi difficile pour nous.

Tout d'abord, le manque de communications de la part de nos compas qui ont été arrêtés et mises en cause est dû aux restrictions à la communication imposées par les flics. On les a même privés d'assistance juridique et de communications avec leurs familles, pendant environ deux semaines. Cela a été confirmé dans le cadre de l'effort pour enquêter sur les motifs qui sont derrière les accusations.

Ensuite, soudainement, les flics ont tenu une conférence de presse et ont invité différents médias locaux à tout relayer, révélant au grand public même les noms de ceux/elles qui avaient été mises en cause.

Selon les informations révélées au grand public, notamment celles concernant les personnes retenues au quartier général de la police de Java occidentale, nos compas sont traités par deux services policiers : celui qui s'occupe de la criminalité générale (26 personnes) et celui de la cybercriminalité (16 personnes). Ces ordures ont identifié les anarchistes-égoïstes-nihilistes comme une nouvelle source de menace en Indonésie, en particulier à cause de leurs liens présumés avec des réseaux internationaux.

Pour la sécurité de tout le monde, si quelqu'un a eu, ou a

encore des échanges avec Black Bloc Zone ou Contemplative Publishing, nous recommandons d'arrêter immédiatement, car ces deux noms ont été identifiés par les flics comme des acteurs clefs. Il est très probable que leurs sites web, leurs comptes Instagram, ou même leurs comptes Signal fassent toujours l'objet d'investigations.

Restez en sécurité et ne vous laissez pas abuser !
Pour l'Internationale Noire !

Chronologie de la nouvelle vague d'arrestations (« la chasse aux Égoïstes »), 14/09

1. Évènement déclencheur – Le groupe autour du camarade Acil (Itenas – Université de Bandung, Java occidentale). Acil a été arrêté après une publication sur les réseaux sociaux à propos d'un drapeau indonésien en train de brûler.
2. Premier lien – À partir de l'affaire d'Acil, la police a suivi et arrêté huit personnes de la région de Kiara Condong ; elles avaient publié du matériel les montrant en train de fabriquer et de lancer des cocktails Molotov.
3. Extension du réseau – Adit (UIN – Université de Bandung) et Opal (zone de Cijerah/Ciparay) ont été arrêté.es aussi. Il n'est pas clair s'ils/elles étaient directement liés à Acil ou pas, mais leur arrestation a ouvert une nouvelle piste d'enquête.
4. Début de la chasse à l'homme – Grâce aux nombreuses communications sur Instagram entre Adit et Opal, la

police a commencé à établir d'autres liens.

5. Cartographie initiale – Les autorités ont identifié des liens entre des comptes d'Égoïstes, des sources de financement et des preuves matérielles (cocktails Molotov, etc.). À partir de cette chaîne, Pem (qui vit à Ciamis, dans la province de Java occidental) a été arrêté.

6. Vague successive – Les arrestations se sont poursuivies avec Katong Press (Komar, Java oriental), suivi de Dana, Herdi (Palang Hitam/ABC Indonesia) et Abu de Makassar. Katong Press est le nom d'un collectif anarchiste.

7. Changement de cadre judiciaire – Les enquêteurs commencent à appliquer la loi antiterroriste, en invoquant :
des soupçons de financement étranger,
des incendies criminels,
des aveux de détenu.es, qui reconnaissent des destructions pendant des manifestations.

8. Fuite d'informations – À partir de l'affaire de Dana, des pistes supplémentaires ont émergés, qui mènent à des réseaux dans les villes de Bogor et Tangerang (Java occidental).

Notes préliminaires pour nuancer ce cadre :
Jusqu'à présent, seule la « vague égoïste » est clairement cartographiée, mais les autres vagues d'arrestations restent incertaines. Jusqu'à présent, en ce qui concerne l'âge des personnes arrêtées, il s'agit principalement d'adolescentes et de personnes dans la vingtaine. Il est impossible pour notre groupe de compter toutes les

anarchistes arrêté.es, il n'y a pas une seule grande organisation. Juste des cellules informelles et des individus. Mais les universités mentionnées sont des sanctuaires pour la plupart des anarchistes. Ces universités ont été attaquées et perquisitionnées par la police pendant les affrontements. En ce moment, de nombreux anarchistes sont concentrés au commissariat central de Bandung.

Seize compas arrêtées pour des attaques avec des cocktails Molotov

Selon les médias grand public, en date du 15 septembre 2025, seize personnes ont été arrêtées, presque simultanément, dans différents endroits autour de Jakarta et accusées d'attaques au cocktail Molotov. L'ampleur de l'opération et les preuves recueillies (images de vidéosurveillance, conversations téléphoniques, objets pillés, etc.) sont très graves.

Une mise à jour sur les prisonnier-es politiques des manifestations de masse de la période 25-30 août (26/09)

Java

- Police de Banten (Polda Banten)

Total des personnes arrêtées : 15

- Commissariat central de la police métropolitaine de Jakarta

Total des personnes arrêtées : 1 240

Total des personnes incriminées : 43
– Police de Java occidental (Polda Jawa Barat)
Total des personnes arrêtées : 147
Total des personnes incriminées : 42
– Police de Yogyakarta (Polda DIY)
Total des personnes arrêtées : 60
– Police de Java central (Polda Jawa Tengah)
Total des personnes arrêtées : 1240
Total des personnes incriminées : 118 (dont 56 sont des mineur.es)
– Police de Java oriental (Polda Jawa Timur)
Total des personnes arrêtées : 709
Total des personnes incriminées : 51

Bali

– Police de Bali
Total des personnes arrêtées : 138
Total des personnes incriminées : 14

Célèbes (Sulawesi)

– Police de Sulawesi occidental (Polda Sulawesi Barat)
Total des personnes arrêtées : 6
– Police de Sulawesi du Sud (Polda Sulawesi Selatan)
Total des personnes arrêtées : 53
– Police de Sulawesi central (Polda Sulawesi Tengah)
Total des personnes arrêtées : 1

Sumatra

– Police de Sumatra du Nord (Polda Sumatera Utara)
Total des personnes arrêtées : 50
– Police de Sumatra du Sud (Polda Sumatera Selatan)
Total des personnes arrêtées : 25

LIBERTÉ POUR TOU·TES LES PRISONNIÈR·ES

**POLITIQUES DE LA RÉVOLTE DU 25-30 AOÛT 2025 !
PERSONNE N'EST LIBRE TANT QUE TOUT LE
MONDE N'EST PAS LIBRE !**

Dernières nouvelles de la vague de répression en Indonésie, 30 septembre

À la suite des manifestations d'août-septembre 2025, la police a enregistré un total de seize rapports de police (LP) et arrêté des individus, adultes et mineurs, dans seize régions à travers l'Indonésie.

Note : Ces 959 personnes représentent le plus grand nombre d'arrestations et de suspects civils suite à des manifestations depuis la tragédie de 1998, ce qui fait de celle-ci l'une des plus grandes de l'histoire de l'Indonésie.

Ci-dessous le détail des rapports et le nombre de suspects impliqués :

1. Police métropolitaine de Jakarta

- Rapports de police : 36
- Suspects adultes : 200
- Suspects mineurs : 32

2. Polda Jambi (Police de Jambi)

- Rapports de police : 6
- Suspects adultes : 3

3. Polda Lampung (Police de Lampung)

- Rapports de police : 1
- Suspects adultes : 1

– Suspectes mineures : 7

4. Polda Sumsel (Police de Sumatra du Sud)

– Rapports de police : 12

– Suspectes adultes : 23

– Suspectes mineures : 3

5. Polda Banten (Police de Banten)

– Rapports de police : 1

– Suspectes adultes : 2

6. Polda Jawa Barat (Police de Java occidental)

– Rapports de police : 38

– Suspectes adultes : 80

– Suspectes mineures : 31

7. Polda Jawa Tengah (Police de Java central)

– Rapports de police : 40

– Suspectes adultes : 80

– Suspectes mineures : 56

8. Polda Jawa Timur (Police de Java oriental)

– Rapports de police : 85

– Suspectes adultes : 185

– Suspectes mineures : 140

9. Polda DIY (Police de Yogyakarta)

– Rapports de police : 9

– Suspectes adultes : 4

– Suspectes mineures : 1

10. Polda Bali (Police de Bali)

– Rapports de police : 4

– Suspectes adultes : 10

– Suspectes mineures : 4

11. Polda NTB (Police des Petites îles de la Sonde occidentales)

– Rapports de police : 2

– Suspectes adultes : 15

– Suspectes mineures : 6

12. Polda Kalbar (Police de Kalimantan occidental)

– Rapports de police : 3

– Suspectes adultes : 1

– Suspectes mineures : 3

13. Polda Kaltim (Police de Kalimantan oriental)

– Rapports de police : 1

– Suspectes adultes : 7

14. Polda Sulbar (Police de Sulawesi occidental)

– Rapports de police : 2

– Suspectes adultes : 2

15. Polda Sulsel (Police de Sulawesi du Sud)

– Rapports de police : 10

– Suspectes adultes : 46

– Suspectes mineures : 12

16. Bareskrim Polri [Agence d'enquête criminelle, un service central de la police nationale indonésienne ; NdAtt.]

– Rapports de police : 4

– Suspectes adultes : 5

Les données présentées ici sont les dernières informations disponibles, recueillies de différentes sources. À l'heure

actuelle, les autorités continuent d'arrêter des personnes qu'elles croient impliquées dans les manifestations qui ont eu lieu de la fin août au début septembre. Il y a clairement un abus de pouvoir, visant non seulement à réprimer toute action de masse ultérieure, mais aussi à répandre la peur et la paranoïa à travers l'Indonésie. Plusieurs charges ont été portées contre les suspect.es, y compris en vertu des articles 160 et 161 du Code pénal (KUHP) sur l'incitation aux crimes, de l'article 170 KUHP sur la violence collective, de l'article 187 KUHP sur les incendies criminels et des articles allant du 212 au 214 KUHP sur la résistance aux forces de l'ordre. D'autres charges incluent l'article 351 KUHP sur les agressions, les articles 362 et 363 KUHP sur le vol, l'article 406 KUHP sur les dommages matériels et la loi d'urgence n° 12 de 1951, concernant la possession d'armes tranchantes, de cocktails Molotov et de feux d'artifice. De plus, certaines personnes ont été inculpées en vertu de la loi ITE (Loi sur l'information et les transactions électroniques). Cela reflète des tentatives claires et variées de criminaliser les personnes arrêtées. Nous continuerons à relayer des nouvelles des prisonnier.es politiques en Indonésie.

Le compagnon anarchiste Eat enlevé par la police et détenu au secret, 02 /10

Après le soulèvement d'août 2025, l'État indonésien est affaibli et cherche des boucs émissaires. Le 23 septembre, les ordures en ont indiqué un autre et ils ont enlevé le compagnon Eat. Eat est un anarchiste bien connu, qui a été en prison à plusieurs occasions, par exemple pour vol à main armée et pour des attaques incendiaires contre une

banque. Selon la police, c'est son ex-compagne, Anzi Matta, qui l'a balancé, c'est pourquoi il s'est fait attraper. Les flics ont saisi son ordinateur portable et son téléphone, qui serviront donc à monter son affaire. Les ordures de la police le gardent au secret, comme les autres anarchistes. En ce moment, il est détenu au siège de la police régionale de Java occidental, à Bandung. C'est là que sont détenues de nombreux.ses compas. Nous ne savons pas avec quelles accusations et chefs d'inculpations officiels ils vont le charger. Nous savons qu'il a été publiquement accusé d'être le chef, en Indonésie, du courant anarchiste « Étoile du chaos », en lien avec les émeutes d'août dernier. Nous n'avons jamais entendu parler auparavant d'un tel chef des anarchistes, encore moins des nihilistes. Nous n'avons pas encore entendu parler, non plus, d'un tel réseau formel d'émeutiers.

Dans de nombreux cas, il semble que les preuves utilisées par les flics pour essayer de légitimer l'utilisation des lois antiterroristes soient simplement la possession de drapeaux ou d'objets, de bulletins, de musique, d'un profil sur les réseaux sociaux, la participation ou non aux émeutes. À première vue, cela ressemble à une autre invention absurde et fantaisiste de l'unité antiterroriste, comme le mensonge selon lequel un financement de 500 000 dollars venant de l'étranger aurait provoqué la révolte. Ceci fait partie de la tentative de l'État indonésien de changer le récit. À travers toute la région, nos courants et nos tendances se développent. Leur avenir à eux est terminé, l'anarchisme est le récit prédominant.

Nous savons que, selon les nouvelles qui circulent en Indonésie, après avoir arrêté 42 personnes, accusées de faire partie de cellules égoïstes/insurrectionalistes, la

police cherchait Eat, parce qu'il était aussi soupçonné de collecter des fonds, de travailler à la solidarité avec les prisonnières et d'être en contact avec des anarchistes à l'international, c'est-à-dire qu'il entretenait des amitiés au-delà des frontières. La police essaie d'affaiblir la résolution des anarchistes en faisant tomber la faute sur des balances et en créant des anarcho-fantasmes, mais nous savons qu'ils mentent et qu'ils utilisent la torture. Ce que nous savons, c'est que la police répand le bruit que l'ancienne partenaire d'Eat, Anzi Matta, les aurait aidés, avec des informations qui auraient conduit à l'arrestation de Eat à Makassar et que, le 23 septembre, il a été amené au siège de la police régional de Java occidental, à Bandung, où il se trouve toujours.

Action directe contre les ambassades indonésiennes, les intérêts des entreprises et similaires.

Liberté pour les prisonnières – Mort à l'État.

L'affaire judiciaire de Eat partiellement soumise au tribunal – Le compagnon a été torturé, 28/10

La police paramilitaire de Java occidental a soumis au tribunal la première partie de l'affaire judiciaire concernant Eat, compagnon anarchiste inculpé. Les détails n'ont pas encore été publiés, mais on sait que le compagnon est utilisé comme bouc émissaire, présenté comme le « leader » dans la cadre du coup monté du réseau « Chaos Star » et aussi accusé d'être le « leader » de l'insurrection de masse qui a eu lieu en août 2025.

Des parties de l'affaire judiciaire sont toujours en attente, car le Détachement spécial antiterroriste (Densus 88) est en train de s'occuper de l'affaire « Chaos Star », en particulier en ce qui concerne Eat. Il y a la tentative d'inculper Eat en vertu de la législation antiterroriste. C'est aussi pourquoi la période d'enquête sur Eat a été prolongée jusqu'au 20 novembre 2025. Le régime de Prabowo Subianto a rouvert les anciens dossiers sur l'attaque de la FAI-FRI à Yogyakarta, en 2011. Ce qui est certain, c'est que Eat a été torturé, tout comme les autres compas détenues. Nous n'avons pas assez d'informations pour confirmer la gravité de ses blessures. Ce que nous pouvons confirmer, c'est que, malgré la torture, Eat n'a donné le nom de personne. Eat est déjà paralysé à un bras et souffre également de graves problèmes de santé. La police paramilitaire et l'unité antiterroriste Densus 88 sont des lâches qui tabassent et torturent des jeunes en menottes. Partout dans le monde, nous nous soulevons contre les ordures de la police, les politiciens, les matons, les banques et les grandes entreprises !

Nous demandons la libération de Eat et des autres détenues !

Tortureurs, bas les pattes des détenues !

Feu aux prisons !

ABC/Palang Hitam

Des nouvelles des 43+1 compas emprisonnées à Bandung (Indonésie) pour l'affaire « Chaos Star », 25/10

Urgent : Les inculpées dans l'affaire du réseau « Chaos Star » risquent jusqu'à vingt ans de prison.

À la suite des révoltes de masse d'août 2025, quand une grande partie de la population s'est soulevée et a attaqué la corruption et l'inégalité fondamentales de l'État, 44 compas anarchistes sont emprisonnés dans la caserne de la police paramilitaire de Java occidentale, à Bandung. Il n'y a d'accès aux visites pour personne d'autre que leurs familles et même cela est réduit minimum. Les détenues ont été isolées et ils/elles sont utilisés dans une campagne de manipulation menée par l'État indonésien par le biais des médias grand public. Beaucoup de nos compas emprisonnés sont très jeunes. Elles/ils sont toutes accusées de faire partie du réseau individualiste-nihiliste « Chaos Star », une invention créée par la police dans le but de les poursuivre. La police affirme que les compas emprisonnés ont été radicalisés par de « leaders » et financés par des organisations anarchistes étrangères. Les flics indiquent que l'existence de bannières, de drapeaux, de livres, de brochures et de musique, qui étaient en possession des détenues, montreraient leur appartenance à l'organisation « Chaos Star ».

Certaines compas sont accusées d'actions directes graves, telles que des attaques au cocktail Molotov, des incendies, des émeutes, la destruction de biens, etc. Enfin, certaines des compas sont accusées de provocation aux crimes et délits, soit en ligne, pour leurs blogs ou médias sociaux, soit pour leur rôle « proéminent ». Ils/elles sont isolées

dans la caserne de la police paramilitaire et le Legal Aid Institute (LBH) de Bandung a été empêché de les représenter. Une option serait d'embaucher un avocat privé, mais cela coûterait des dizaines de millions de rupiah. Nous demandons une attention accrue sur cette situation dangereuse. La torture et les mauvais traitements sont largement utilisés sur les détenues, ce que les familles ont confirmé. Les jeunes compas ont été blessés et tabassés jusqu'à ce qu'elles/ils fassent de faux aveux, disant qu'ils/elles ont participé aux manifestations et/ou font partie d'organisations précises, car elles/ils ont été soumises à la brutalité de la police paramilitaire. C'est un fait connu et une réalité que nous devons affronter. À la suite de l'insurrection, dans toute l'Indonésie, contre l'ex-militaire de droite Prabowo Subianto, les jeunes et le mouvement anarchiste ont été sévèrement réprimés par le régime. Beaucoup de jeunes ont été capturés lors des assauts de la police et, peu importe leur « culpabilité » ou « innocence » supposées, nous sommes solidaires avec elles/eux et avec toutes ceux/celles qui luttent contre l'oppression sociale, les prisons, la police et l'État.

ABC/Palang Hitam

Huit des anarchistes emprisonnées pour l'affaire « Chaos Star » ont été transférées après une audience au tribunal

Le 18 novembre 2025, huit des anarchistes emprisonnés pour l'affaire « Chaos Star » ont comparu pour la première fois devant le tribunal. Cela signifie que maintenant ils/elles ont été transférés au centre de

détention préventive. Elles/ils sont accusés d'avoir jeté des pierres sur des policiers, apparemment en causant environ 2 milliards de roupies [un peu plus de cent mille euros ; NdAtt.] de dégâts, lors de la manifestation du 30 août 2025. Toutes les huit ont été inculpées en vertu de plusieurs chefs d'inculpation : en vertu de l'article 170 (violence publique), de l'art. 214 (résistance collective) et de l'art. 406 (destruction de la propriété d'autrui) du Code pénal indonésien. Il s'agit de Muhammad Subhan (M.S), Eli Yana (E.Y), Muhammad Vansa Alfarisi (M.V.A), Muhammad Rifa Aditya (M.R.A), Veri Kurniawan Kusuma (V.K.K), Joy Erlando Pandiangan (J.E.P), Muhammad Jalaludin Mukhlis (M.J.M), Jatnika Alang Ramdani Septiawan (J.A.R.S). Toutes les huit ont été torturées pour les forcer à avouer leurs supposés délits.

Des nouvelles d'Indonésie, au 29 novembre 2025

Les conditions en détention préventive :

- Depuis le tout début, cette affaire n'a pas été traitée seulement par la police normale et l'unité de cybercriminalité, mais aussi par l'unité Densus 88 (l'équipe spéciale anti-terrorisme/anti-makar – « makar » est un terme indonésien pour « incitation à une action ou planification en vue de renverser le gouvernement »).
- La plupart des anarchistes arrêtés ont déjà commencé à passer en jugement et ont été transférés à la prison de Kebon Waru.
- Eat (Reyhard Rumbayan) n'a toujours pas

d'informations sur la date de son procès. C'est le seul qui a été interrogé par l'unité Densus 88 – ils le considèrent comme le « cerveau » derrière tout ce qui concerne les anarchistes.

– En gros, il y a trois types d'accusations qui sont portées contre les détenues : 1. les cerveaux dans les coulisses, 2. les instigateur-trices, 3. ceux/celles qui ont été instigués. Bien entendu, c'est parce que l'État ne peut pas concevoir l'idée que des actions spontanées puissent se produire sans aucun leader – ce concept n'existe tout simplement pas dans la logique de l'État.

– Les détenus anarchistes n'ont pas accès à des avocats. Certaines d'entre elles/eux ont été placés directement à l'isolement pour un mois ou même plus. Selon la loi indonésienne, un avocat doit être nommé par les membres de la famille. Le problème est que bon nombre de ces anarchistes n'ont pas une famille disposée à les aider. Quelques unes qui ont enfin obtenu le soutien de leurs familles commencent maintenant à travailler avec des avocats. On est déjà en train de prévoir des avocats pour ceux/celles qui ne sont pas encore passés en jugement.

– Les conditions de santé de plusieurs détenues se détériorent. Deux personnes ont été salement torturées physiquement, une a été torturée psychologiquement, au point de souffrir d'une dépression sévère, si grave qu'il peut à peine parler, une est dans un état critique et a été emmenée dans un hôpital militaire et la santé d'Eat se détériore parce qu'ils ne lui permettent pas de recevoir les médicaments dont il a besoin de manière régulière pour sa situation sanitaire.

– Jusqu’à présent, l’argent initialement donné a été utilisé principalement pour couvrir les frais médicaux.

– Dernières nouvelles : douze anarchistes ont été arrêtés à Bali et transférés au centre de détention de la police de Java occidental.

La situation générale en Indonésie :

– L’unité Densus 88 a commencé à infiltrer les cercles anarchistes, y compris des milieux considérés comme proches des anarchistes, comme le milieu punk.

– Ces infiltrés utilisent des images et des symboles que les anarchistes (surtout les insurrectionalistes) utilisent habituellement, du coup d’autres pensent qu’ils sont des vrais. Ils poussent activement pour des émeutes comme celles qui ont eu lieu en août dernier, dans l’espoir de ramasser les jeunes anarchistes qui y participent.

– Une mauvaise nouvelle : au fait, certains de ces infiltrés ont réussi dans leur tâche.

– Cela va se transformer en une chasse aux sorcières massive, dans toute l’Indonésie, contre les anarchistes.

Une lettre de quelques-uns des compas emprisonnés pour l'affaire « Chaos Star »

Note de Palang Hitam/ABC : cette lettre vient d'une partie des inculpés dans l'affaires « Chaos Star », détenues dans la caserne de la police paramilitaire de Java occidental. La référence à la FAAF, dans la signature, est Free Association of Autonomous Fires [Association Libre des Feux Autonomes]. Feu aux Prisons !

Des salutations aux amis et également aux ennemis,

Même maintenant, les structures du pouvoir – vieilles, rigides et imposantes – continuent de tenir. Pourtant, en août dernier, les gens ont brisé l'illusion de leur invincibilité. Elles/ils ont montré que rien n'est à l'abri de la transformation, lorsque nos désirs convergent en une force capable d'ouvrir des voies vers les mondes que nous aspirons à créer.

Nous sommes individualistes parce que nous refusons les fantasmes idéologiques d'anarchistes fanés qui prêchent comme les missionnaires d'une religion en déclin.

Nous sommes individualistes parce que nous croyons en une anarchie de l'imagination – créative, hétérogène, débridée.

Nous sommes des individualistes qui considèrent que le nihilisme est un passage concret vers l'accomplissement de soi, au-delà des impasses messianiques de la division de la réalité entre « bien » et « mal », sachant bien que la complexité de la vie ne peut pas être réduite aux reliques

en décomposition de la doctrine judéo-chrétienne – des reliques qui devraient être enterrées comme les mythes des prophètes et leurs dieux en déclin.

Nous sommes individualistes parce que nous croyons en l'autonomie absolue de chaque personne, en vue de façonner la vie qu'elle désire – mais nous croyons aussi à la coopération, à l'égalité des individus qui poursuivent leurs désirs ensemble. Notre anarchie antisociale est un refus actif des anciennes valeurs, reproduites à l'infini dans la vie quotidienne.

En même temps, nous sommes perplexes, amusés et divertis par les accusations stupides lancées par certains anarchistes sociaux, qui nous qualifient de « puristes », comme si notre rejet de l'organisation était né d'une loyauté envers un quelconque corpus anarchiste classique – une idéologie imprégnée d'eurocentrisme, striée du résidu colonial de la civilisation occidentale et infusée de l'humanisme des Lumières, la racine même de la démocratie autoritaire. Nous rejetons toutes les idéologies. Les rebelles de la Commune de Paris en 1871, les révolutionnaires d'Espagne en 1936, les rêveuses de Paris en 1968 et celles/ceux d'août 2025 – toutes nous rappellent des vies brèves qui ont vraiment valu la peine d'être vécues, au-delà de toute idéologie.

De derrière ces murs et ces barreaux, nous envoyons un vent tranchant à l'adresse de chaque âme sauvage, leur rappelant qu'elles ne sont pas seules face aux réalités répugnantes conçues par les puissants.

La boussole de l'anarchie nous rassemble au seuil entre le libre arbitre et la volonté de puissance. Nous

n'appartenons à aucune organisation anarchiste formelle (qu'on nous épargne cela).

Nous ne faisons pas partie de collectifs impuissants comme le SYNDICAT DES PRISONNIÈRES (Serikat Tahanan), ni d'aucun groupe qui nous revendiquerait comme siennes – encore moins du prétendu mouvement anarchiste, avec sa rigidité digne d'une église et sa morale archaïque.

Vers la fusion de l'anarchie sociale et individuelle et vers la négation de tout mouvement radical qui reflète – ou même dépasse – les prisons mentales et physiques de l'État et du capitalisme !

Celle-ci est une lettre ouverte à tous les anarchistes de praxis. Fuck toutes les idoles, brûlons toutes les bibles radicales et attaquons l'ennemi sur tous les fronts.

FAAF et prisonnières individualistes
prison de la police de Java occidentale, 1er décembre 2025

**Communiqué de prisonnières
anarchistes de la FAAF incarcérées
en Indonésie (13/12)**

Allumer le feu dans l'obscurité

Les anarchistes en Indonésie font face à une énorme tempête. Plus d'une dizaine d'anarchistes ont été emprisonné·s et torturé·s, et l'État essaie de nous discipliner en instaurant la peur. Mais, pour nous, tout ça n'est rien ; car nous sommes nous-mêmes tempête, leur catastrophe incarnée. Il y a ici des compas de BlackBloc

Zone, Palang Hitam Anarkis Indonesia, Contemplative, Katong Press, et d'autres collectifs.

Nos compas prennent la forme de tempêtes enveloppées de flammes. Certains d'entre nous considèrent ce moment comme un point culminant, mais ce n'est ni le commencement ni la fin. Nous rassemblons toutes les flammes autour de nous, les flammes que l'État a tenté d'éteindre.

Combien de fois devons-nous le répéter ? « Nous pouvons vivre sans l'État ! » Nique la société ! La société est le plus précieux des outils de l'État pour préserver sa propre existence. Nous détestons la société de tout notre cœur.

Nous croyons que l'aube de la faim se lèvera tôt ou tard, et cela marquera le début de l'ère de la destruction de l'État.

Pour celles et ceux à l'extérieur : tenez-bon, rassemblez toutes les étincelles que vous pouvez. Et pour celles et ceux derrière les barreaux, ou qui se sentent emprisonné-s, vous n'êtes pas seul-s.

Luttez ! Luttez ! Nique gagner ou perdre ; l'important est que nos yeux continuent de briller dans chaque bataille.

À toutes et à tous : diffusez le rhizome !
Mort à l'État !
Longue vie à l'Anarchie !

Salutations chaleureuses des prisonnières anarchistes
d'Indonésie, 2025.

Adresses postales des prisonnières

Ne laissons pas ces compas seules et envoyons leur des lettres de solidarité, des cartes postales et notre message de feu. Les lettres doivent être écrites en anglais ou en indonésien.

[Nom de la/du détenue]

Jl. Jakarta No.42-44,
Kebonwaru, Kec. Batununggal,
Kota Bandung
Jawa Barat 40292
Indonésie

Numéro, Nom du/de la prisonnière, Numéro de l'affaire, Peine, Date de la sentence, Chefs d'inculpation, Situation actuelle

1. Very Kurnia Kusuma, 986/Pid.B/2025/PN Bdg, six mois de prison, 29 janvier 2026, agression ayant entraîné des blessures légères et graves, encore en prison.

2. Joy Erlando, 986/Pid.B/2025/PN Bdg, six mois de prison, 29 janvier 2026, agression ayant entraîné des blessures légères et graves, encore en prison.

3. Eli Yana, 986/Pid.B/2025/PN Bdg, six mois de prison, 29 janvier 2026, agression ayant entraîné des blessures légères et graves, encore en prison.

4. Muhammad Vanza Alfarizy, 986/Pid.B/2025/PN Bdg, six mois de prison, 29 janvier 2026, agression ayant entraîné des blessures légères et graves, encore en prison.

5. M. Subhan Abdul Ghoni, 986/Pid.B/2025/PN Bdg, six mois de prison, 29 janvier 2026, agression ayant entraîné des blessures légères et graves, encore en prison.

6. Muhammad Rifa Aditya, 986/Pid.B/2025/PN Bdg, six mois de prison, 29 janvier 2026, agression ayant entraîné des

blessures légères et graves, encore en prison.

7. Muhamad Jalaluddin Mukhlis, 986/Pid.B/2025/PN Bdg, six mois de prison, 29 janvier 2026, agression ayant entraîné des blessures légères et graves, encore en prison.

8. Jatnika Alan Ramdhani, 986/Pid.B/2025/PN Bdg, six mois de prison, 29 janvier 2026, agression ayant entraîné des blessures légères et graves, encore en prison.

13. Wawan Hermawan, 971/Pid.Sus/2025/PN Bdg, sept mois de prison, 20 janvier 2026, crime impliquant des armes à feu ou des armes blanches, encore en prison.

15. Rifa Rahnabila, 1027/Pid.Sus/2025/PN Bdg, six mois de prison, 2 février 2026, violation de la loi sur les informations et transactions électroniques, encore en prison.

16. Arfa Febrianto, 1023/Pid.Sus/2025/PN Bdg, six mois de prison, 2 février 2026, violation de la loi sur les informations et transactions électroniques, encore en prison.

17. Rihal Zhafran, 1022/Pid.Sus/2025/PN Bdg, six mois de prison, 2 février 2026, violation de la loi sur les informations et transactions électroniques, encore en prison.

18. Deni Ruhiyat, 1029/Pid.Sus/2025/PN Bdg, six mois de prison, 2 février 2026, violation de la loi sur les informations et transactions électroniques, encore en prison.

19. Rizky Fauzi, 1026/Pid.Sus/2025/PN Bdg, six mois de prison, 2 février 2026, violation de la loi sur les informations et transactions électroniques, encore en prison.

20. Azriel Agung Maulana, 1021/Pid.Sus/2025/Pn Bdg, six mois de prison, 2 février 2026, violation de la loi sur les informations et transactions électroniques, encore en prison.

21. Yusuf Miraj, 1025/Pid.Sus/2025/PN Bdg, six mois de prison, 2 février 2026, violation de la loi sur les informations et transactions électroniques, encore en prison.

22. Moh. Sidik, alias Acil 1024/Pid.Sus/2025/PN Bdg, six mois de prison, 2 février 2026, avoir fourni des matériaux ou des dispositifs susceptibles de provoquer une explosion, encore en

prison.

23. Muhibbudin, 1030/Pid.Sus/2025/PN Bdg, six mois de prison, 2 février 2026, violation de la loi sur les informations et transactions électroniques, encore en prison.

24. Arya Yudha, 1031/Pid.Sus/2025/PN Bdg, six mois de prison, 29 janvier 2026, violation de la loi sur les informations et transactions électroniques, encore en prison.

25. Muhammad Zaki, 1032/Pid.Sus/2025/PN Bdg, six mois de prison, 29 janvier 2026, violation de la loi sur les informations et transactions électroniques, encore en prison.

26. Marshall Andy Kaswara, 1033/Pid.Sus/2025/PN Bdg, six mois de prison, 29 janvier 2026, violation de la loi sur les informations et transactions électroniques, encore en prison.

27. M Ainun Komarullah, 1059/Pid.Sus/2025/PN Bdg, six mois de prison, 12 février 2026, violation de la loi sur les informations et transactions électroniques, encore en prison.

28. Andi Muh. Ashabul Firdaus, 1060/Pid.Sus/2025/PN Bdg, six mois de prison, 12 février 2026, violation de la loi sur les informations et transactions électroniques, encore en prison.

29. Dana Ditya Pratama, 1058/Pid.Sus/2025/PN Bdg, six mois de prison, 12 février 2026, violation de la loi sur les informations et transactions électroniques, encore en prison.

30. Aditya Dwi Laksana, 1117/Pid.B/2025/PN Bdg, deux ans de prison, 23 février 2026, crimes mettant en danger la sécurité publique des personnes ou des biens, encore en prison.

31. Mochamad Naufal, 1117/Pid.B/2025/PN Bdg, deux ans de prison, 23 février 2026, crimes mettant en danger la sécurité publique des personnes ou des biens, encore en prison.

32. Rhexcy Fauzi Kunaepi, 1115/Pid.B/2025/PN Bdg, un an et quatre mois, 23 février 2026, crimes mettant en danger la sécurité publique des personnes ou des biens, encore en prison.

33. Rizallussolihin, 1115/Pid.B/2025/PN Bdg, un an et quatre mois, 23 février 2026, crimes mettant en danger la sécurité publique des personnes ou des biens, encore en prison.

34. Tubagus Andhika Pradipta, 1116/Pid.B/2025/PN Bdg, un an et quatre mois, 23 février 2026, crimes mettant en danger la sécurité publique des personnes ou des biens, encore en prison.
35. Muhammad Jihar Fawaik, 1116/Pid.B/2025/PN Bdg, un an et quatre mois, 23 février 2026, crimes mettant en danger la sécurité publique des personnes ou des biens, encore en prison.
36. Rizky Mahardika Sumarna, dit Pem, 13/Pid.B/2026/PN Bdg, ?, ?, crimes mettant en danger la sécurité publique des personnes ou des biens, encore en prison.
37. M. Herdi Supriyadi, 13/Pid.B/2026/PN Bdg, ?, ?, crimes mettant en danger la sécurité publique des personnes ou des biens, encore en prison.
38. Albi Abdullah Maulana Zein, 12/Pid.B/2026/PN Bdg, ?, ?, crimes mettant en danger la sécurité publique des personnes ou des biens, encore en prison.

Section finale :

1. Reyhard Rumbayan , dit Eat – aux arrestations domiciliaires.
2. Angga Wijaya – Non enregistré, peut-être relâché.
3. Muhammad Sulaeman – Non enregistré, peut-être relâché.
4. Cheiza – Non enregistré au tribunal, peut-être relâché.
5. Maditya Dena, dit Apip – [transféré à Kebon Waru]

Bima est un anarchiste emprisonné depuis 2021, connu pour son projet de syndicat des prisonnières, ses traductions et ses écrits. Il est accusé de provocation aux crimes et délits et on lui attribue un rôle de leadership, en raison de ses écrits publics. Cependant, il ne fait partie d'aucun réseau anarchiste individualiste/nihiliste ni d'aucune cellule égoïste.

Bima Satria Putra

Lembaga Pemasyarakatan Kelas I Palembang

Jl. Taqwa Mata Merah, Karya Mulia, Kec. Sematang Borang
Kota Palembang, Sumatera Selatan 30962

Indonésie





En août-septembre 2025, une insurrection a frappé l'archipel indonésien, emportant dans ses flammes de nombreux commissariats, véhicules de flics, bâtiments gouvernementaux nationaux et locaux, résidences de députés, commerces... Cette révolte a notamment impliqué de nombreux anarchistes, les tendances insurrectionnelles et de l'action directe y étant particulièrement communes.

Pour se venger, l'Etat indonésien a lancé une grande chasse aux anarchistes dans tout le pays, suite à quoi plusieurs dizaines de compas anarchistes ont été arrêtés et incarcérés. Deux affaires sont particulièrement au centre de l'attention : celle de 16 anarchistes suspectés d'attaques au cocktail molotov à Jakarta, et celle contre 44 anarchistes suspectés d'actions directes, de provocations à l'insurrection ou de "leadership" dans une organisation montée de toutes pièces par l'Etat, appelée "Etoile du Chaos" en référence à la forte tendance anarcho-nihiliste du pays.

Cette brochure tente de compiler de nombreux textes publiés en ligne sur la situation des prisonnières anarchistes ces derniers mois, afin de leur apporter toute notre solidarité depuis là où l'on se trouve. Diffusons l'information, écrivons-leur des lettres, organisons la solidarité financière.

Feu aux prisons !
Mort à l'Etat !
Longue vie à l'Anarchie !

